

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Autres opérations

### Regroupement d'actions / d'obligations

**NEOVACS**

Société anonyme au capital de 208.080,085 euros  
Siège social : 14, rue de la République – 92150 Suresnes  
391 014 537 R.C.S. Nanterre  
(la « **Société** »)

**Avis de regroupement d'actions**

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 27 juin 2024 (l'« **Assemblée Générale** ») a, aux termes de sa 14<sup>e</sup> résolution, délégué au conseil d'administration sa compétence pour décider d'un ou plusieurs regroupements des actions composant le capital de la Société de telle sorte que le nombre d'actions composant le capital de la Société issu des opérations de regroupement ne pourra être inférieur à dix mille (10.000) fois le nombre d'actions composant le capital de la Société tel qu'existant immédiatement avant le regroupement en question (la « **Délégation** »).

Lors de sa réunion du 6 mai 2025, faisant usage de la Délégation, le conseil d'administration de la Société a décidé de faire usage de la Délégation, de procéder au regroupement des actions de la Société par échange de mille (1.000) actions anciennes d'une valeur nominale d'un millième d'euro (0,001 €) contre une (1) action nouvelle d'une valeur nominale d'un euro (1,00 €) et de déléguer au directeur général de la Société (le « **Directeur Général** ») sa compétence pour ajuster les modalités dudit regroupement, le cas échéant.

Le 28 mai 2025, faisant usage de la subdélégation qui lui a été conférée par le conseil d'administration, le Directeur Général a décidé de mettre en œuvre le regroupement selon les modalités suivantes :

- date de début des opérations de regroupement : 18 juin 2025 ;
- base de regroupement : échange de mille (1.000) actions anciennes d'une valeur nominale d'un millième d'euro (0,001 €) contre une (1) action nouvelle d'une valeur nominale d'un euro (1,00 €) portant jouissance courante ;
- suspension de l'exercice des valeurs mobilières : l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital est suspendu du 16 juin 2025 au 23 juillet 2025 (inclus) ;
- nombre d'actions soumises au regroupement : 208.080.085 actions de 0,001 € de valeur nominale ;
- nombre d'actions à provenir du regroupement : 208.080 actions de 1,00 € de valeur nominale.

Le nombre d'actions à provenir du regroupement pourra être ajusté dans l'hypothèse où des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital venaient à les exercer en dehors de la période de suspension de leur faculté d'exercice.

Le nombre définitif d'actions soumises au, et à provenir du, regroupement sera constaté par le conseil d'administration (ou, en cas de délégation, par le directeur général), si nécessaire.

- période d'échange : trente (30) jours à compter de la date de début des opérations de regroupement, soit du 18 juin 2025 au 18 juillet 2025 (inclus) ;
- titres formant quotité : la conversion des actions anciennes en actions nouvelles sera effectuée selon la procédure d'office ;
- titres formant rompus : les actionnaires qui ne détiendraient pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles devront faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des actions anciennes formant rompus afin d'obtenir un multiple de 10.000 jusqu'à la fin de la période d'échange ; passé ce délai, les actionnaires qui n'auraient pas pu obtenir un nombre d'actions multiple de 1.000 seront indemnisés dans un délai de trente (30) jours à compter du 21 juillet 2025 par leur intermédiaire financier ; les actions non regroupées seront radiées de la cote à l'issue de la période de regroupement ;
- date de regroupement : 21 juillet 2025 ;
- droit de vote : pendant la période de regroupement visée ci-avant, le droit aux dividendes et le droit de vote relatifs, d'une part, aux actions nouvelles regroupées et, d'autre part, aux actions anciennes avant regroupement seront proportionnels à leur valeur nominale respective, étant précisé que :

- les actions nouvelles de 1,00 euro de valeur nominale bénéficieront immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif, si à la date du regroupement les actions anciennes de 0,001 € de valeur nominale dont elles sont issues bénéficiaient d'un droit de vote double conformément aux dispositions prévues par les statuts de la Société ; en cas de regroupement d'actions anciennes de 0,001 € de valeur nominale qui auraient été inscrites depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double sera réputé débiter à la date la plus récente de mise au nominatif des action anciennes ;
- à l'issue de la période de regroupement, les actions non regroupées perdront leur droit de vote et ne seront plus comprises dans le calcul du quorum et leurs droits aux dividendes futurs seront suspendus, étant précisé que les actions regroupées donneront alors droit à une voix chacune ;
- centralisation : toutes les opérations relatives au regroupement auront lieu après de Uptevia – La Défense – Cœur Défense Tour A – 90-110, esplanade du Général De Gaulle – 92400 Courbevoie, nommée pour mandataire pour la centralisation des opérations de regroupement ;
  - les actions soumises au regroupement sont admises aux négociations sur Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR001400TG47 ;
  - les actions issues du regroupement seront admises aux négociations sur Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR0014010856 ;

**Le directeur général**